

# DOSSIER DE PRESSE

## L'EAU

Pour une culture de la responsabilité

ANTOINE FREROT



## Le livre

---

Au moment où un milliard de personnes n'a pas accès à l'eau potable et que 2,5 milliards ne disposent d'aucun moyen d'assainissement, l'eau s'impose non seulement comme l'un des enjeux majeurs du XXI<sup>e</sup> siècle mais aussi comme la grande question du millénaire.

Pour y répondre, Antoine Frérot en appelle « au renouvellement des pensées et des pratiques ». Prenant appui sur sa connaissance du terrain sur les cinq continents, multipliant les exemples concrets, il met en perspective ces nouveaux défis de l'eau qui nous obligent au nom de la solidarité internationale et vis-à-vis des générations futures.

Pragmatique et précis, il nous invite à identifier les alliés de l'eau, débusquer ses faux amis, distinguer les vrais enjeux. A l'inventaire des solutions déjà existantes, il ajoute des solutions inédites et ouvre des pistes de réflexion innovantes.

En prenant ses distances avec les discours alarmistes et des positions trop idéologiques, Antoine Frérot examine les sujets en débat et les controverses, gestion par la demande ou par l'offre, rôle des institutions internationales, recouvrement des coûts, légitimité d'un opérateur privé dans la gestion d'un bien nécessaire à la vie.

Il dessine aussi les contours d'une nouvelle culture de l'eau positivement fondée sur le principe d'une « responsabilité partagée autour de ce bien commun ». Non pas qu'il n'y en eût pas dans le passé, mais l'ampleur des enjeux du siècle qui s'ouvre renforce et étend la responsabilité de chacun des acteurs du monde de l'eau.

Pour s'attaquer aux multiples crises et faire du droit à l'eau une réalité tangible, il propose une nouvelle gouvernance qui associera plus étroitement pouvoirs publics, entreprises et sociétés civiles dans les processus de décision. Des exemples concrets de réussite sont ici présentés tant dans les pays développés que dans les pays émergents. Une analyse critique des différents modèles de l'eau –régie, privatisation, partenariats public –privé– est également indispensable, et l'ouvrage en dresse un bilan approfondi.

---

## L'auteur

---

Ancien élève de l'École Polytechnique et Docteur de l'École Nationale des Ponts et Chaussées, Antoine Frérot est directeur général de Veolia Eau. Après avoir été Directeur adjoint du CERREVE, Centre d'études et de recherche de l'École Nationale des Ponts et Chaussées, il a rejoint Veolia Eau en 1990. Il a occupé diverses fonctions au sein de Veolia et a notamment dirigé Veolia Transport pendant sept ans. Il est depuis 2003 le Directeur Général de Veolia Eau et membre du Comité Exécutif de Veolia Environnement.

Antoine Frérot, quel est l'objectif de ce livre ?

« Inviter à une mobilisation collective autour de solutions connues, inédites et, parfois, innovantes, pour obtenir des résultats qui soient à la hauteur des enjeux de l'eau et de l'assainissement dans le monde. Le temps est venu de renouveler notre pensée et nos pratiques. Cela suppose de dépasser les vaines querelles et les faux débats sur cette grande question du millénaire. Il est urgent de réunir les conditions d'une nouvelle gouvernance qui associera plus étroitement pouvoirs publics, entreprises et sociétés civiles dans les processus de décision ».

Quel est le point commun entre les pays qui sont en passe de réussir dans l'accès à l'eau ?

« Tous ont défini une politique nationale faisant de l'eau une priorité. En Ouganda, depuis dix ans, plus de 5 millions de personnes ont accédé à une eau salubre, la plupart d'entre elles habitant en zone rurale. Ce pays a accru ses dépenses publiques consacrées à l'eau et à l'assainissement, les faisant passer de 0,5% à 2,8% de son PNB. Il n'est pas anodin de préciser que la législation de ce pays exige la représentation des femmes au sein des associations d'usagers d'eau.

En Afrique du Sud, depuis 1994, 10 millions d'individus supplémentaires ont accédé à une eau salubre. C'est l'un des rares pays dont les dépenses publiques pour l'eau et l'assainissement sont supérieures au budget militaire.

Si vous deviez citer un exemple de ces nouveaux défis qui nous obligent au nom de la solidarité internationale...

« A Manille, le coût moyen de raccordement pour les familles pauvres équivaut à trois mois de salaire. Il est de six mois dans les zones urbaines du Kenya. À quoi sert un tarif de l'eau socialement acceptable si le prix des branchements reste inabordable et continue de faire des pauvres des « exclus du raccordement » ?

De la même manière, Abidjan, une des villes les plus riches d'Afrique occidentale, possède plus de 80 quartiers résidentiels non autorisés. Qui va investir et construire des infrastructures d'eau dans des quartiers périurbains instables, dont les habitants sont considérés illégaux et peuvent être déplacés, du jour au lendemain, par les pouvoirs publics ? »

---

## Morceaux choisis

---

### ✓ SATISFAIRE DES BESOINS CROISSANTS

« A Jakarta, les systèmes d'approvisionnement en eau et d'évacuation des eaux usées ont été conçus à l'origine pour une population de 500 000 personnes. Aujourd'hui, la capitale indonésienne dépasse les 15 millions d'habitants et subit une pénurie d'eau permanente »

### ✓ ŒUVRER SUR LA QUALITE DES RESSOURCES

« Dans les pays en développement, 90 % des eaux usées sont rejetées sans traitement. Le potentiel destructeur des eaux usées ni collectées ni traitées est explosif. Les bombes sanitaires sont amorcées, prêtes à exploser en série »

### ✓ L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT POUR TOUS

« En tenant compte de la croissance démographique, les Objectifs du Millénaire impliquent d'apporter l'eau potable à 900 millions d'individus et l'assainissement à 1,3 milliards d'ici 2015 »

### ✓ DES VERITES QUI DERANGENT

« Avec le martèlement médiatique généralisé sur le réchauffement climatique, on tend à oublier que les problèmes actuels d'eau dans le monde proviennent de l'homme, et non de la nature. Leur origine se trouve bien plus dans l'augmentation de la population et de la demande en eau par habitant que dans les évolutions climatiques en cours »

### ✓ DE FAUSSES BONNES IDEES

« L'application du principe « l'eau paie l'eau », en vigueur dans les pays développés est irréaliste dans les pays en développement. Les investissements à réaliser y sont beaucoup trop lourds pour être supportés uniquement par les abonnés du service. Dans les pays en développement, la notion de 'recouvrement acceptable des coûts' doit se substituer au principe de 'recouvrement intégral des coûts' »

### ✓ L'EAU, UN SERVICE TROP CHER ?

« En France, la facture d'eau représente en moyenne 1 euro par jour et par famille, pour 330 litres délivrés puis épurés quotidiennement. Les ménages consacrent à l'eau et l'assainissement 0,8 % de leur budget moyen, c'est à dire trois fois moins que pour les télécommunications (2,4 %) et quatre fois moins que pour l'électricité (3,8 %). En d'autres termes, l'eau est un des services publics les moins chers »

## ✓ DES BAILLEURS DE FONDS CONTESTES MAIS INDISPENSABLES

« L'eau et l'assainissement bénéficient chaque année d'environ 3 milliards de dollars d'aide publique au développement. Or les investissements supplémentaires pour atteindre les Objectifs du millénaire dans l'eau et l'assainissement ont été chiffrés de 10 à 30 milliards de dollars par an. Le seuil minimum de 10 milliards correspond à l'emploi de techniques « durables et bon marché ». Même si la totalité de cette somme ne saurait provenir de l'aide publique au développement, on reste loin du compte »

## ✓ DE NOUVELLES RESSOURCES

« Au sud d'Israël, la région d'Ashkelon est confrontée à une sévère pénurie d'eau. Afin de satisfaire les besoins croissants en eau, les autorités locales ont décidé de s'approvisionner dans la mer. L'usine d'Ashkelon est entrée en service en décembre 2005. C'est la plus grande usine de dessalement au monde utilisant une technique membranaire. Elle alimente l'équivalent de 1,4 million d'habitants et fournit 15 % de l'eau potable du pays »

## ✓ DE NOUVEAUX MODELES ECONOMIQUES ET FINANCIERS

« A Indianapolis, ville de 1,1 millions d'habitants, dont Veolia Eau gère le service d'eau et d'assainissement, notre rémunération comprend une partie fixe et une partie variable. Le montant de cette dernière dépend du respect des performances exigées. Par exemple : respecter à 99,9% les standards de qualité d'eau établis par l'Environmental Protection Agency, ou encore, obtenir un taux de satisfaction des clients de 90%. Ce système d'indicateurs et de rémunération variable incite l'opérateur à améliorer ses performances »

## ✓ DES SOLIDARITES RENFORCEES ET ELARGIES

« Prix Nobel de la Paix en 2006, Muhamad Yunus est un homme pressé ; pressé de faire le bien. Quand il estime une idée réalisable et bénéfique aux populations pauvres, il souhaite l'expérimenter grandeur nature le plus vite possible. Aussi le calendrier de travail de la Joint-Venture, fondée le 31 mars 2008 avec Veolia Eau est-il serré. Il prévoit la livraison de la première unité de production début 2009. Elle alimentera en eau potable 25 000 habitants de Goalhari, un village situé à 100 km de Dhaka. Une dizaine d'emplois y seront créés. Cet investissement sera progressivement remboursé par les ventes d'eau. Auparavant gratuite mais empoisonnée, l'eau sera facturée environ 1,5 centimes d'euros les 10 litres. Son prix a été calculé par la Grameen Bank en fonction des capacités financières des habitants. Pas d'assistanat envers les populations pauvres, mais pas de dividendes pour les actionnaires de l'entreprise. La Joint Venture fonctionnera selon le principe du social business « pas de perte, pas de dividendes »

---